

**RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR LA COORDINATION ET  
L'HARMONISATION DES PROGRAMMES**

**UNTACDA II ET DDIA II**

## -Table des matières-

	<u>Paragraphe</u> s
I. INTRODUCTION ET RAPPEL DU PLAN D'ACTION .....	1
II. LA REVUE DES ACTIVITES DE MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION .....	2-16
A. Création d'industries produisant des pièces détachées, des éléments, de l'équipement et du matériel pour les communications .....	2-4
B. Mise en valeur des ressources humaines nécessaires .....	5-6
C. Les réformes .....	7
D. Promotion de la coopération régionale .....	8-9
E. Mobilisation des ressources financières.....	10
F. Conclusions et Recommandations .....	11-16
III. ANNEXES	
Annexe 1: Recommandations et mesures en vue de la participation du secteur privé à la mise en oeuvre du programme de DDIA.	
Annexe 2: Recommandations relatives à la mobilisation des ressources financières en vue du développement de l'industrie en Afrique.	
Annexe 3: Recommandations relatives aux politiques et pratiques de financement des transports et communications en Afrique.	

**I Introduction et rappel du plan d'action en vue de l'harmonisation et de la coordination des programmes UNTACDA II et DDIA II:**

1. Dans sa résolution DEC.1 (XIII) d'Avril 1992, la vingt-septième session de la conférence des Ministres de la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique a souligné la nécessité de coordonner et d'harmoniser le contenu et la mise en oeuvre des programmes UNTACDA II et DDIA II ; elle a par la même occasion demandé au Secrétaire Exécutif de la Commission de lui soumettre un plan d'action à cette fin. Ce plan d'action a été soumis à la neuvième réunion de la conférence des Ministres africains des Transports et Communications à Addis Abéba en Mars 1993 et aussi à la conférence des Ministres de l'Industrie à Port-Louis, Maurice, en Juin 1993. Le plan a été adopté par ces deux conférences sectorielles. Le présent rapport intérimaire évalue l'état de mise en oeuvre des différents éléments suivants composant ce plan d'action:

- a) création d'industries produisant des pièces de rechange, des éléments, de l'équipement et du matériel pour les communications;
- b) Elaboration de projets de transports et de communications à l'appui du programme de la deuxième Décennie du développement industriel en Afrique;
- c) Travaux pertinents de recherche et de développement ;
- d) Mise en valeur des ressources humaines nécessaires;
- e) Action commune entre les programmes UNTACDA II et DDIA II pour la promotion des réformes nécessaires, dont notamment:
  - (i) adoption d'une approche de la gestion et du fonctionnement des entreprises publiques orientées vers le marché;
  - (ii) sollicitation des investissements étrangers;
  - (iii) mobilisation des investissements intérieurs aux fins du développement;
  - (iv) promotion du secteur privé national;
  - (v) promotion de l'utilisation des matériaux locaux;

- (vi) promotion de la culture et de l'habitude de l'entretien .....etc
- f) Promotion de la coopération régionale africaine dans les secteurs des transports, communications et industrie; promotion notamment de la coopération régionale africaine dans les matières telles que
  - (i) la libre circulation des personnes, des biens et de l'information
  - (ii) la coordination de la mise en place des installations de transports, communications et industries, notamment la normalisation, la facilitation du trafic ... etc
- g) Coordination des activités de Mobilisation de ressources nécessaires à la mise en oeuvre des aspects convergents et complémentaires des programmes UNTACDA II et DDIA II. Cet effort de coordination doit notamment s'appuyer sur les points de repère ci-après indiqués:
  - (i) Définition d'un programme prioritaire unique pour les deux décennies dans leurs domaines de convergence et de complémentarité;
  - (ii) Elaboration d'une stratégie harmonisée pour les négociations avec les sources extérieures d'assistance technique et financière, notamment pour les projets d'intérêt sous-régional et régional,
  - (iii) Coordination des actions de mobilisation de ressources ( mission de sensibilisation des parties intéressées, préparation de projets bancables, programmation des réunions avec les bailleurs de fonds... etc) afin d'éviter les doubles emplois et d'accroître sensiblement l'efficacité de ces actions.
- h) Etablir un mécanisme institutionnel efficace de coordination des deux décennies, ce aux différents niveaux national, sous-régional, régional et inter-agences:
  - (i) le président du CNC de UNTACDA II devra participer aux travaux du comité national de suivi prévu dans le cadre de la DDIA II, et vice-versa;

(ii) au niveau sous-régional, le groupe de travail sous-régional de UNTACDAII sera considéré comme un des sous-comités sectoriels stratégiques de gestion devant appuyer le comité de coordination de la promotion de la DDIA II;

- Admission du Président du comité de coordination Inter-Agence de UNTACDA II, en l'occurrence le chef DTCT (i.e. Représentant la CEA) comme membre du comité de coordination de la promotion de la DDIA II.

(iii) A l'échelon régional, la coordination des activités des deux Décennies se fera à travers une réunion conjointe qui aura lieu tous les deux ans, de IACC de UNTACDA II et du comité des Dix de DDIA II, ce, afin de recommander des actions à entreprendre de façon harmonisée par les deux programmes UNTACDA II et DDIA II, et d'en suivre l'évolution.

## II- La revue des activités de mise en oeuvre du plan d'action:

### A Création d'industries produisant des pièces détachées, des éléments, de l'équipement et du matériel pour les communications:

2. Le projet RAF/89/850 conjoint CEA/ONUUDI portant création en Afrique d'industries produisant des pièces détachées et des équipements de transports routier, ferroviaire, maritime et de voies d'eau intérieures a été mis en oeuvre en deux phases, et sur financement PNUD.

3. La première phase qui a été réalisée en 1991, (RAF/89/850) a consisté en une étude approfondie de quatre-vingt-treize installations appropriées dans des pays africains du Sud Sahara afin d'en sélectionner une douzaine susceptibles d'être étendues pour répondre aux besoins sous-régionaux dans ces domaines. De ces 93 installations on a en effet choisi 4, chacune se trouvant dans une sous-région donnée. L'ONUDI a été chargée de mener des études sur ces 4 installations choisies, sur la base des termes de référence proposés par la CEA et acceptés par le Comité Directeur du Projet. Ces études de l'ONUDI ont été examinées par la CEA qui a demandé à l'ONUDI de compléter ces études et a indiqué les domaines qui nécessitent d'être élaborés davantage. Dès que l'ONUDI aura soumis le complément d'études demandé par la CEA et dès que ce complément aura été accepté par celle-ci, l'on passera à la phase ultérieure qui consiste à élargir l'horizon de ce projet, dans le renforcement de la coopération sous-régionale africaine.

4. Un autre projet sur financement PNUD, RAF/92/79, est en cours de finalisation, son but étant d'évaluer les perspectives de fabrication des équipements de télécommunications en Afrique. Les conclusions de cette étude ont été présentées en Novembre/Décembre 1994, à Nairobi, Kenya, lors d'une conférence régionale africaine de l'UIT.

#### **B Mise en valeur des ressources humaines nécessaires:**

5. Au plan de la mise en valeur des ressources humaines nécessaires au développement coordonné des transports, communications et industries, l'accent a été mis sur les activités telles que (1):

- (a) La préparation par la CEA d'un répertoire de profils de petits projets industriels et d'un manuel pour les formateurs de gestionnaires dans le domaine de la petite industrie. Ces deux documents ont respectivement pour objectif:

- de fournir des indications utiles sur des profils de petits projets en vue de la fabrication des pièces de rechange, outils et éléments pour l'entretien et la réparation de moyens de transport et communications, notamment du matériel roulant;

---

#### **NB: (1)**

- "Directory of Project Profiles on building Materials and chemical Industries for Small Scale Industries, Volume 4, December 1993 and guidelines on manufacture of agricultural tools, implements and low-cost transport equipment by small scale engineering industries in the context of the IDDA II, ECA/IHSD/IDPS/ENG/010/92, March 1993."
- ICE: Intergovernmental committee of Experts.

- de servir de guide aux formateurs de petits entrepreneurs locaux, notamment les entrepreneurs de la petite industrie.
- (b) Au cours de la 12<sup>ème</sup> réunion de la Conférence des Ministres de l'industrie qui s'est tenue à Gaborone, Botswana du 6 au 8 juin 1995, la CEA avait présenté une étude sur le développement des ressources humaines et souligné les principaux obstacles avant de faire des propositions pertinentes pour le développement des ressources humaines dans le secteur manufacturier en Afrique (CANT 12/9, ICE/1995/9). A la suite de la présentation de l'étude, les Ministres africains de l'industrie ont adopté une résolution qui a, entre autres, fait appel aux Etats membres et aux organisations sous-régionales et régionales pour qu'ils prêtent une attention particulière et accordent la priorité au développement des compétences industrielles, notamment des capacités en matière de technologie, d'ingénierie et d'entreprise, dans les programmes nationaux de mise en valeur des ressources humaines.
- (c) L'adoption par le comité directeur du projet portant sur le développement des ressources humaines et des capacités institutionnelles dans les secteurs des transports et communications de la phase II de son programme, dont les objectifs et activités sont précisés ci-après:
- (i) Au plan de l'objectif de développement, le programme devra assister les pays africains à former leurs ressources humaines et établir dans les domaines des transports et communications des institutions permettant d'accroître l'efficacité de ces secteurs et de mieux répondre à leurs besoins;
  - (ii) Trois objectifs immédiats sont poursuivis par ce programme, à savoir:
    - conduire des recherches pragmatiques visant à déterminer les méthodologies, politiques, réglementations et possibilités permettant d'améliorer les résultats et stratégies en vue de la formulation des programmes au profit des pays africains désireux de modifier leurs politiques, conduire des réformes institutionnelles, développer leur main-d'oeuvre et améliorer la gestion dans les secteurs des transports et communications;

- Assister quelques pays africains à établir et mettre en oeuvre pendant quatre ans, un programme pilote de réformes institutionnelles et de politique dans les secteurs, tirer des leçons de cette mise en oeuvre et faire partager cette expérience avec d'autres pays africains qui le désirent;
- Aider les pays africains intéressés à prendre les mesures appropriées pour appliquer ces réformes telles qu'expérimentées et corrigées dans les pays pilotes;

(iii) Les activités essentielles à mener se résument de la façon que voici:

- Mener à bien des études sous-sectorielles sur le développement des ressources humaines et institutionnelles dans les domaines des transports et communications en Afrique;
- Aider les pays africains à établir et à mettre en oeuvre des plans d'action, programmes de travail, programmes de formation .....etc, visant à réformer leurs secteurs des transports et communications;
- Aider les gestionnaires, planificateurs stratégiques, chercheurs, spécialistes et techniciens africains intervenant dans les secteurs des transports et communications, à établir et à mettre en oeuvre des programmes spécifiques de formation visant le développement des ressources humaines et institutionnelles;
- Aider les pays africains pilotes à organiser au niveau national des séminaires préparant à réformer les sous-secteurs et modes de transport et communications;
- Encadrer les pays pilotes africains dans leurs efforts de réforme des transports et communications;



- Aider les sous-régions africaines en organisant des séminaires en matière de réforme des transports et communications, pour informer les participants sur les projets réalisés dans ce domaine de la réforme;
- Aider à organiser une conférence de Haut-niveau sur les résultats atteints dans la mise en oeuvre de ce programme, et à formuler les recommandations pour son suivi pendant la période 1997 à 2000.

6. Présentement, la phase II du programme n'est qu'à ses débuts avec la finalisation des études sous-sectorielles et sectorielles pour le développement des ressources humaines et institutionnelles.

#### C Les Réformes:

7. Au niveau des réformes, il y a lieu de noter la réalisation des activités suivantes:

- (i) l'étude sur l'évaluation des politiques et stratégies pour la réhabilitation et la revitalisation des industries africaines dans certains sous-secteurs; ECA/IHSD/IDLS/MET/027/93; les recommandations de cette étude comprennent notamment le développement des infrastructures de base, en particulier les transports et communications, comme appui au secteur industriel;
- (ii) l'étude sur le développement des services de maintenance des équipements industriels (ECA/IHSD/IPPIS/002/94). Cette étude souligne le fait que l'impact de la maintenance dépasse largement le cadre du secteur industriel et est ressenti dans toutes les branches de l'économie qui font usage d'équipements et de machines tels que l'agriculture, le transport, les travaux publics, les télécommunications, l'énergie, la santé, l'éducation et la recherche scientifique;

- (iii) l'étude sur la possibilité de fabriquer de l'acier à partir d'une technologie d'unité de production à petite échelle qui met l'accent sur la valorisation des matériaux locaux pour la production d'acier et autres métaux pouvant rentrer dans la fabrication de pièces de rechange, d'outils et d'éléments nécessaires à l'entretien et à la réparation; et
- (iv) la préparation par la CEA en collaboration avec un groupe ad hoc d'experts d'une publication technique sur la mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en oeuvre du programme de DDIA II; le groupe s'est réuni à Addis Abéba en Décembre 1993 sous l'égide de la CEA. Cette rencontre a eu pour objectif l'échange des expériences et l'amélioration de la publication technique sur la mobilisation des ressources financières aux fins d'investissement dans le secteur industriel. Cette publication technique met un accent particulier sur le financement des projets contenus dans le Programme de la deuxième DDIA qui comprennent des projets de soutien aux transports et communications (ECA/IHSD/IPPIS/029/23, Novembre 1993).
- (v) Une réunion d'un groupe ad hoc d'experts sur le transfert, la négociation et l'acquisition de technologies a été organisée du 19 au 23 septembre 1994 à Addis Abéba, Ethiopie conjointement par les Divisions des transports, communications et tourisme; de l'industrie et des Etablissements humains; et des Ressources naturelles de la CEA. Cette réunion avait pour objectif d'examiner les obstacles au transfert, à la négociation et à l'acquisition de technologies, et de proposer les voies et moyens pour remédier aux problèmes.
- (vi) Au terme de la douzième réunion de la Conférence des Ministres africains de l'Industrie, tenue à Gaborone, Botswana, du 6 au 8 juin 1995, laquelle a par ailleurs bénéficié des conclusions du Forum du secteur privé tenu du 3 au 5 juin 1995 à Gaborone, ainsi que de la position commune africaine pour la sixième conférence de l'ONUDI, les mesures de réforme ci-après indiquées ont été prises:

- la dissolution du Comité des Dix qui n'avait pas fonctionné depuis sa création en raison de problèmes de financement et de communication. Comme dispositif permettant de suivre l'exécution du programme de la deuxième DDIA, il a été proposé que des efforts soient faits pour créer et/ou renforcer les comités nationaux de coordination qui devraient collaborer avec le Secrétariat conjoint CEA/OUA/ONUDI et le Bureau de la CAMI dans l'élaboration des rapports nationaux et des rapports intérimaires d'exécution du programme de la DDIA;
- la formulation de politiques et la mise en place de stratégies et mesures incitatives permettant de réaliser un développement industriel viable dans le contexte du Programme de la deuxième DDIA;
- la création et le maintien d'un environnement propice au développement du secteur privé et à l'accroissement des flux de capitaux privés, en particulier dans les activités productives, grâce à l'établissement d'un cadre macro-économique nécessaire qui mettrait l'accent sur l'amélioration des capacités requises pour le développement des infrastructures et la mise en valeur des ressources humaines. Les recommandations en vue de la promotion de l'initiative privée dans le domaine de l'industrie sont rappelées en annexe 1;
- la restructuration des systèmes d'enseignement de façon à répondre aux besoins du développement industriel par le biais de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de la formation d'ingénieurs et de cadres, de la promotion de l'esprit d'entreprise et de la culture industrielle.

D Promotion de la coopération régionale africaine dans les domaines tels que (i) la libre circulation des personnes, des biens et de l'information, et (ii) la coordination de la mise en place des installations de transports, communications et industries:

8. Le Traité portant création de la communauté économique africaine, lequel est entré en vigueur depuis le 12 mai 1993 au terme de sa ratification par trente sept Etats membres, a été complété par l'adoption d'un ensemble de protocoles dont notamment ceux ayant trait:

- (i) à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et au droit des services d'établissement au sein de la communauté économique africaine;
- (ii) aux règles d'origine des produits à commercialiser au sein de la communauté Economique africaine, lesquelles établissent en particulier les conditions de libre circulation des biens;
- (iii) aux transports et communications, un accent particulier étant mis sur les conditions propres à assurer une meilleure complémentarité des systèmes modernes de transport et de télécommunications, des réseaux d'information national, sous-régional et continental en vue de faciliter l'intégration commerciale et le développement d'une économie viable;
- (iv) au mouvement des capitaux, le reste des aspects du mouvement des services (technologies, assurance....etc) étant pris en compte en particulier dans des protocoles sectoriels plus larges; et
- (v) à l'industrie dont certains aspects de la coopération régionale concernent la recherche et développement, la conception et la fabrication industrielles, la normalisation et le contrôle de la qualité, le développement, l'acquisition et l'utilisation de la technologie, la formation technique, la coordination des implantations industrielles...etc

9. Il y a lieu de noter par ailleurs la préparation et la présentation par la CEA au CAMI des deux rapports suivants dont l'essentiel insiste sur la nécessité de coordonner à l'échelle sous-régionale les efforts de développement industriel en Afrique; il s'agit:

- (i) du rapport suggérant l'élaboration d'une stratégie à long terme pour la localisation rationnelle des industries en Afrique, eu égard en particulier à la performance et à la localisation actuelle des industries existantes; et
- (ii) du rapport proposant la création d'un réseau régional africain pour les produits agro-chimiques (engrais, pesticides....etc) et les machines agricoles tout en établissant les principaux objectifs, les concepts et la stratégie générale de ce réseau.

#### **E     Mobilisation des ressources financières**

10. Comme indiqué plus haut, la CEA avait préparé et présenté à la 12<sup>ème</sup> réunion de la CAMI, une étude (CAMI.12/8, ICE/1995/8) sur la mobilisation des ressources financières pour l'exécution du programme de la deuxième DDIA. Sur la base de la situation socio-économique préoccupante de l'Afrique et des Accords d'Uruguay qui exigent une libéralisation totale de l'économie mondiale, l'importance des ressources financières n'est plus à démontrer si l'Afrique ne veut pas être marginalisée. Le rapport identifie donc les principaux obstacles à la mobilisation des ressources avant de faire des recommandations en vue de mobiliser les ressources financières intérieures et extérieures pour l'industrialisation du continent. Ces mesures sont indiquées dans les annexes 2 et 3 au présent rapport.

#### **F     Conclusions et recommandations**

11. Des développements qui précèdent il ressort que quatre domaines seulement du plan d'action pour la coordination et l'harmonisation de UNTACDA II et DDIA II ont connu un début de mise en oeuvre à travers les activités menées par la CEA depuis l'adoption en 1993 de ce plan d'action. Les activités de mise en oeuvre ont pris les diverses formes ci-après indiquées: publications techniques, protocoles, rapports, ateliers.....etc. Les domaines de concentration couverts ont été successivement:

- (i) "la création d'industries produisant des pièces détachées, des éléments, de l'équipement et du matériel pour les communications;
- (ii) la mise en valeur des ressources humaines nécessaires;

- (iii) les réformes et
- (iv) la promotion de la coopération régionale africaine dans les domaines aussi bien de la libre circulation des personnes, des biens et de l'information que celui de la coordination de la mise en place des installations de transports, communications et industries".

12. Au plan des mécanismes institutionnels prévus pour la coordination et l'harmonisation des deux Décennies, pas de progrès important ne semble avoir été réalisé pendant la période sous revue, en dépit de la mise en place de l'important groupe de travail de UNTACDA II sur les équipements de transport, dont la présidence a été confiée à l'ONUDI.

13. Aussi recommanderions nous ce qui suit:

**Recommandation 1:**

14. La CEA, l'ONUDI et toutes les parties intéressées devraient s'efforcer de prévoir dans leurs programmes de travail des activités coordonnées concourant à la mise en oeuvre des différents aspects du plan d'action pour la coordination et l'harmonisation de UNTACDA II et DDIA II. Dans une telle perspective toutes les parties concernées devront:

- (i) échanger entre elles les activités prévues à cette fin; et
- (ii) transmettre à la CEA leurs rapports de mise en oeuvre de ces activités de soutien à la coordination et à l'harmonisation des deux Décennies.

**Recommandation 2:**

15. La CEA et l'ONUDI devront, en collaboration avec les parties concernées, s'efforcer de mettre en place et rendre fonctionnels, les mécanismes institutionnels prévus dans le cadre de la coordination et l'harmonisation des programmes de UNTACDA II et DDIA II. Il s'agira essentiellement d'assurer la continuité et la cohérence des décisions et activités menées dans chaque catégorie d'organes composant ces mécanismes institutionnels (2) CNC/ CCPI, CCII/ CCPI, CCII/CD ....etc.

---

**N.B:** (2)- CNC : Comité national de coordination de UNTACDA II;  
- CCPI: Comité de coordination pour la promotion Industrielle;  
- CCII: Comité de coordination Inter-Institutions de UNTACDA II;  
- CD : Comité des Dix de DDIA II.

**Recommandation 3:**

16. L'Assemblée générale des Nations-Unies devra s'efforcer d'allouer notamment à la CEA les ressources financières nécessaires à la mise en oeuvre des activités que mène celle-ci dans le cadre du soutien à la coordination et à l'harmonisation des programmes d'UNTACDA II et de la DDIA II.

## **ANNEXES**



**RECOMMANDATIONS ET MESURES A PRENDRE EN VUE DE LA  
PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVE A LA MISE EN OEUVRE DU  
PROGRAMME DE LA DEUXIEME DECENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
DE L'AFRIQUE**

1. Le secteur privé joue, dans l'exécution du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA) aux niveaux national, sous-régional et régional, un rôle décisif. L'Etat a la responsabilité générale de mobiliser tous les acteurs du développement au service de cet objectif. Il lui revient de créer un environnement stimulant, propice à l'accroissement de l'investissement et à la formation des entrepreneurs.

2. L'un des points importants pour la mobilisation du secteur privé au service du développement économique national réside dans la recherche d'un lien adéquat et constructif entre l'Etat, les entreprises industrielles et commerciales et les particuliers, et entre l'Etat et le marché. L'expérience montre que les pays nouvellement industrialisés ont réussi leur croissance économique en s'appuyant sur un réseau d'information et d'échanges reliant une fonction publique instruite et des chefs de file en matière d'industrie et de commerce à des centres d'études et de recherche et à des bases de données, ce qui leur a permis de prendre les mesures adéquates et de choisir les objectifs industriels et autres les mieux adaptés.

3. Pour accroître le rôle du secteur privé dans le développement industriel, l'une des premières étapes importantes serait aussi que l'Etat consente de gros investissements dans l'éducation et d'autres formes de mise en valeur des ressources humaines. L'investissement dans l'éducation est à la fois un avoir productif et une condition préalable à l'exploitation de débouchés économiques. Pour que le secteur privé participe sans réserve à l'exécution du programme de la deuxième IDDA, on propose des mesures à prendre aux niveaux national, sous-régional et régional dans les paragraphes qui suivent.

4. Au niveau national, il faudrait d'urgence faire connaître au secteur privé le programme de l'IDDA, ses objectifs et les domaines sur lesquels il est centré. Cette opération, dirigée vers des opérateurs économiques bien choisis, favorisera considérablement leur engagement. Il serait bon de confier à des comités nationaux sur l'IDDA ce travail de sensibilisation et de diffusion. En l'absence de comités nationaux, ce serait aux chambres de commerce et d'industrie et aux associations nationales d'industriels ou autres gouvernementales de s'en charger.

5. Une fois que l'engagement du secteur privé est obtenu, il appartient à l'Etat de présenter un ensemble de mesures effectives de soutien à ce secteur. Elles devraient inclure, entre autres, les suivantes:

a) Cadre d'action et cadre institutionnel appropriés

- (i) Institution d'un dialogue permanent entre l'Etat et le secteur privé, en vue d'harmoniser les politiques générales et les stratégies relatives au développement économique national et au développement industriel;
- (ii) Consolidation (ou, le cas échéant, création) des centres d'études et de recherche en matière d'analyse des politiques et de définition des objectifs industriels;
- (iii) Organisation de programmes et de séminaires de formation de haut niveau en vue de mieux sensibiliser les gens, sur le plan politique et économique, aux implications et aux conséquences des accords internationaux relatifs au développement économique de l'Afrique;
- (iv) Mobilisation de la communauté nationale pour la recherche de solutions aux problèmes brûlants et aux questions prioritaires du développement national.

b) Formation des entrepreneurs

- (i) Comme la promotion du secteur privé est synonyme de développement des moyens et des compétences des entrepreneurs, les pouvoirs publics devraient instituer un enseignement officiel reposant sur des programmes de développement d'entreprises locales, en ayant pour but d'inciter des entrepreneurs à se lancer dans tous les secteurs de l'économie nationale;
- (ii) Les pouvoirs publics devraient créer des institutions d'enseignement offrant une formation en création d'entreprises, en gestion, en techniques commerciales, en techniques de production, en planification et contrôle, en applications automatisées, etc.;
- (iii) Les pouvoirs publics devraient en permanence, dans leurs initiatives diverses, favoriser au sein de la société ce qui peut créer une culture industrielle, motiver les entrepreneurs, améliorer leurs compétences, etc.

c) Zones et infrastructures industrielles

Pour motiver les industriels et maintenir au plus bas les coûts de lancement des industries, les pouvoirs publics ou les services gouvernementaux compétents devraient mettre à leur disposition une infrastructure économique de base. Il faudrait, entre autres, des zones industrielles, des services communs, des centres d'étude de faisabilité, des services-conseils, une aide à la promotion des ventes, un approvisionnement en matières premières à des prix de gros, etc.

d) Soutien financier au développement industriel et aux PME

(i) La relance des banques de développement, en particulier des institutions spécifiquement destinées au financement de l'industrie et aux opérations bancaires en faveur de l'industrie, est une nécessité urgente dans les pays africains. Parallèlement, les banques commerciales devraient avoir pour instruction d'ouvrir des guichets spéciaux habilités à consentir des prêts à des conditions libérales aux PME et aux industries rurales. Les gouvernements africains devraient donner davantage de moyens au secteur financier pour qu'il puisse étendre son champ effectif d'action et d'intermédiation à toute la nation. D'autres institutions, à savoir les compagnies d'assurance, les fonds mutuels, les banques d'investissement, les institutions de prêts hypothécaires, etc., devraient élargir leurs activités en vue de multiplier les services financiers;

(ii) Les gouvernements africains devraient faire valoir et exploiter les ressources intérieures pouvant être investies, en particulier l'épargne intérieure. Les ressources provenant des fonds de retraite, des sociétés immobilières, etc., que l'on peut immédiatement investir devraient être activement mises à contribution;

(iii) Les gouvernements devraient créer des fonds de participation et des fonds de garantie pour avoir des sources de fonds supplémentaires pour les petites et moyennes industries;

(iv) Les gouvernements africains devraient faire en sorte que l'environnement macro-économique soit stable, que la monnaie notamment soit stable, pour que l'épargne et les investissements soient suffisamment rémunérés et encouragés;

- (v) Il faudrait mettre en place des dispositifs propres à freiner la fuite des capitaux et à encourager leur rapatriement.

e) Soutien technique

- (i) Il faudrait organiser, avec la participation du secteur privé (PME), des institutions de recherche-développement, des universités et des instituts polytechniques, des ateliers nationaux portant soit sur l'élaboration, soit sur l'analyse et le réajustement des politiques en matière de science et de technologie, en insistant en particulier sur la nécessité d'élever les compétences et les moyens locaux pour pouvoir améliorer, absorber, adapter et appliquer les acquis technologiques;
- (ii) Des centres nationaux chargés de rassembler, de traiter et de diffuser des données techniques intéressant l'industrie devraient être créés;
- (iii) Il faudrait développer la coopération avec le secteur privé, en particulier avec les entrepreneurs locaux, en vue de déterminer des priorités et des débouchés à l'investissement à partir des sous-secteurs industriels et des groupes de produits que l'on veut développer compte tenu de leurs avantages comparatifs, pour les marchés d'exportation (eu égard à la compétitivité et aux normes de qualité sur le plan mondial), pour les marchés locaux et en vue de leur promotion auprès des institutions financières;
- (iv) Des ateliers nationaux portant sur les négociations relatives à l'acquisition de technologie, et notamment sur les accords de licence, les opérations en association, etc. devraient être organisés à l'intention du secteur privé (PME).

6. Toute approche réaliste du développement et de l'industrialisation de l'Afrique devrait prendre en considération la nécessité cruciale d'une coopération sous-régionale dans tous les secteurs du développement. A cet égard, il s'agit d'instaurer les conditions propres à inciter le secteur privé à prendre part à l'exécution du programme de l'IDDA. L'objectif global est de faire contribuer dans toute la mesure du possible le secteur privé et les entrepreneurs locaux au développement industriel des pays africains.

7. Pour inculquer l'esprit de pionnier aux entrepreneurs et leur faire jouer le rôle qui leur revient dans l'exécution du programme de l'IDDA, il faut commencer par définir clairement et en détail les objectifs, les secteurs et les politiques relatifs à l'investissement. Cette responsabilité incombe aux gouvernements africains.

8. Les gouvernements africains devraient s'employer à mettre en place de nouvelles structures et de nouveaux dispositifs sous-régionaux et à consolider ceux qui existent déjà, pour jeter les bases d'une coopération et d'une intégration économiques et industrielles. Il s'agirait notamment:

- a) De services de consultants;
- b) De programmes de formation d'entrepreneurs;
- c) D'instituts de gestion;
- d) De centres de recherche;
- e) De projets pilotes communs et d'entreprises en association, etc.

9. L'existence de telles structures est indispensable à la promotion de projets aussi bien multinationaux que nationaux. Par ailleurs, les industries africaines devraient apporter leur soutien aux institutions et aux centres régionaux qui ont été créés pour accroître les compétences dans le domaine: Centre régional africain de conception et de fabrication techniques (ARCEDEM), Centre régional africain de technologie (CRAT), Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques (AIHTTR), etc. Les mandats et les programmes de ces institutions devraient être revus régulièrement et réorientés de façon qu'ils soutiennent les domaines et les activités qui sont prioritaires pour le développement du secteur privé et qu'ils favorisent la participation de celui-ci à la mise en oeuvre du programme de la deuxième IDDA.

## RECOMMANDATIONS

1. Les obstacles à la mobilisation de ressources en vue du financement du développement sont nombreux, complexes et interdépendants, en particulier dans le secteur industriel. Sur le plan extérieur, la détérioration des termes de l'échange réduit la capacité des pays africains à s'acquitter de leurs obligations. Qui plus est, l'intensification de la concurrence pour l'obtention de ressources a des effets défavorables sur l'accès des pays africains aux sources extérieures de financement.

2. Sur le plan intérieur, il existe également de nombreux obstacles à la collecte de l'épargne et à sa canalisation vers les principaux circuits de l'économie, tels que le caractère rudimentaire de l'infrastructure bancaire et financière, le faible niveau du revenu réel par habitant, les déséquilibres macro-économiques et financiers et l'instabilité politique.

3. Les distorsions macro-économiques, l'instabilité politique et la gestion peu rigoureuse des affaires publiques ont largement contribué à détourner l'épargne des principaux circuits économiques. La rareté des ressources financières extérieures et les faibles retombées des mesures adoptées jusqu'à présent pour le rééchelonnement de la dette renvoient de manière non équivoque à la nécessité de compter davantage sur les ressources nationales pour atteindre les objectifs de développement en Afrique.

4. Compte tenu de cette situation, il est opportun de formuler les recommandations ci-dessous:

### 1. Recommandations d'ordre général

- a) Nombre de particuliers parviennent à un certain niveau d'épargne grâce à leurs activités économiques. Les placements qu'ils effectuent dans le système bancaire est fonction du degré de confiance qu'ils lui accordent. Ces particuliers peuvent mettre en commun leurs économies dans le cadre d'associations de solidarité et investir de manière concertée dans des entreprises industrielles;

- b) Le développement de l'infrastructure financière devrait être garanti par l'ouverture de succursales dans les campagnes. Les possibilités d'épargne en milieu rural seront mieux exploitées au fur et à mesure que les banques mettront au point de nouvelles formules pour adapter leurs services aux besoins des industries informelles, des petites et moyennes industries ainsi que des petites entreprises commerciales. La complémentarité entre les circuits informels de collecte de l'épargne et les banques traditionnelles devrait être recherchée, les premiers fournissant les liquidités qui font parfois défaut au niveau des banques;
- c) Dans le souci d'une plus grande efficacité, la restructuration du secteur financier devrait être poursuivie. Les taux de rémunération des dépôts doivent être suffisamment attractifs, sans pour autant entraver le financement des entreprises productives. A cet effet, on pourrait envisager la mise en place d'un système discriminatoire à taux d'intérêt multiples. Ce système doit être conçu de manière telle que le taux d'intérêt destinés aux secteurs productifs. Les taux de change doivent être réalistes mais relativement stables pour décourager la fuite de capitaux;
- d) Les pays africains devraient promouvoir le développement de leurs institutions financières en vue de l'essor du secteur privé et du commerce. A cet égard, il est nécessaire d'instaurer une coopération financière régionale et sous-régionale pour favoriser le développement de l'intermédiation financière et monétaire;
- e) Les pouvoirs publics doivent mettre en place dans les meilleurs délais des dispositifs facilitant la collecte d'impôts directs et indirects, et permettant de lutter contre la fraude fiscale. Ils devraient également veiller à ce que les finances publiques soient gérées de manière rigoureuse, dans un souci de réduction et de maîtrise des dépenses improductives (imposition de délais). Afin d'améliorer leurs résultats financiers, les entreprises publiques devraient subir une restructuration appropriée sur le plan de la gestion;
- f) Les organismes de financement devraient dès à présent s'efforcer de:
  - i) simplifier et d'harmoniser de manière optimale les procédures d'affectation et de décaissement de l'aide;

- ii) tirer le meilleur parti des compétences locales à tous les stades de l'exécution des projets, chaque fois que cela est possible;
- iii) libéraliser le décaissement des fonds mobilisés, notamment par la mise en place de mécanismes d'affectation accélérée des ressources, afin de prendre en considération les facteurs extérieurs susceptibles de remettre en cause la viabilité des projets approuvés;
- iv) mettre au point des mécanismes de sensibilisation des groupes cibles sur les fonds mis à leur disposition et de les mobiliser pour qu'ils aient un accès relativement large à ces fonds.

## 2. Recommandations concernant la promotion des investissements étrangers directs en Afrique:

- a) Adoption d'une politique sélective de privatisation des entreprises publiques. Au cours des premières années d'indépendance, la plupart des Etats africains avaient créé des entreprises parapubliques pour la production et la distribution de biens et services. Etant donné que leurs économies ont gagné en maturité, il devient tout autant nécessaire d'adopter de nouveaux styles et de nouvelles techniques de gestion dans la plupart des domaines de l'activité économique. L'acceptation progressive de l'idée selon laquelle les Etats africains devraient se désengager de ces entreprises publiques pour qu'elles soient gérées de manière plus efficace et plus rentable en tant qu'entreprises privées en est en conséquence. S'il est vrai que le processus de désengagement ne doit pas se limiter aux seules entreprises industrielles, il n'en demeure pas moins que celles-ci constituent un terrain de prédilection pour les investissements étrangers directs. Cette approche présente de nombreux avantages. En premier lieu, elle ouvre des possibilités de création de coentreprises regroupant des investisseurs étrangers et des entrepreneurs locaux. En second lieu, elle permet aux principales infrastructures de bénéficier de nouvelles technologies et d'adopter de nouvelles règles de gestion, ce qui est nécessaire si l'on veut promouvoir les investissements locaux et étrangers, ainsi que le développement en général;



- b) Mise au point de mécanismes efficaces de diffusion de l'information dans les pays africains qui ne connaissent pas toujours les sociétés transnationales et les domaines dans lesquels elles investissent. D'autre part, les sociétés transnationales ne sont pas toujours bien informées sur l'Afrique, et le peu qu'elles ne savent est souvent dénaturé et défavorable aux pays africains. Il est nécessaire de disposer d'informations et de connaissances plus fiables. A cet égard, des organismes tels que le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (UNCTC), la Banque européenne d'investissement (BEI), la Société financière internationale (SFI) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) pourraient rendre des services inestimables. Des séminaires et ateliers bien organisés sur l'investissement seraient d'une grande utilité;
- c) Instauration de mesures en faveur de la prise de participation et d'échanges de créances. Tout dernièrement, un certain nombre de techniques telles que la conversion de la dette en capital et les échanges de créances, les échanges de monnaie et de taux d'intérêt sont apparues pour réduire le poids de la dette et protéger les emprunteurs individuels des fluctuations défavorables des taux de change et des taux d'intérêt. Cependant, ces techniques doivent être appliquées à l'environnement particulier de chaque pays, en tenant compte de sa situation économique, politique et sociale. On doit reconnaître que même si les bénéfices de la privatisation d'une société devront toujours être rapatriés, cela ne peut se faire qu'une fois l'entreprise devenue rentable. A ce moment-là, l'effet multiplicateur qu'induisent l'emploi, la productivité et le transfert de technologie sur l'économie sera vraisemblablement supérieur au coût du rapatriement des bénéfices. Dans l'ensemble, la conversion de la dette en prises de participation devrait être favorisée, dans la mesure où elle permet aux investisseurs étrangers d'avoir une vision à long terme du développement du pays hôte. Leur participation permettrait également, le moment venu, d'attirer d'autres investisseurs étrangers. Les sociétés parapubliques constituent un terrain de prédilection pour de telles conversions car, comme il a été noté précédemment, opérant sur des marchés protégés, leur survie est conditionnée par l'arrivée de nouveaux apports en capital et l'adoption de nouvelles règles de gestion;

d) Promotion de la mise en place de cadres juridiques et réglementaires adaptés. Le cadre juridique et réglementaire d'un pays peut favoriser ou défavoriser les investissements étrangers directs. Par exemple, certaines dispositions du droit du travail (telles que le salaire minimum et les procédures de règlement des conflits du travail qui pénalisent les employeurs) peuvent constituer un obstacle aux investissements étrangers directs. Dans la plupart des pays africains, le cadre juridique et réglementaire a été hérité de l'ancien colonisateur. Les lois en vigueur à l'époque étaient conçues dans une certaine mesure pour empêcher les contacts entre les colonies et les pays autres que la puissance coloniale. Dans bon nombre de pays africains, l'héritage colonial transparaît aujourd'hui encore à travers la législation en vigueur. En vue de promouvoir les investissements étrangers directs en général, les pays africains devraient revoir leur cadre juridique et réglementaire, afin de le rendre applicable de manière plus universelle, en élargissant, par exemple, les accords relatifs à la double imposition à des pays autres que l'ancienne puissance coloniale;

e) Accélération de l'allégement des modalités d'agrément. Dans nombre de pays africains, les investisseurs étrangers sont obligés d'obtenir des autorisations de plusieurs départements ministériels avant de pouvoir agrandir leurs usines ou d'en créer de nouvelles, ce qui provoque des retards. Dans un monde où les prix des matériaux, les taux d'intérêt et les taux de change fluctuent constamment, de tels retards peuvent entraîner une montée en flèche du coût des projets, sans parler du fait qu'ils découragent les investisseurs étrangers. Par conséquent, une manière de stimuler les investissements étrangers directs consisterait à réduire les lenteurs bureaucratiques dans l'approbation des projets, grâce à la mise en place de "guichets" uniques;

f) Révision de la stratégie du développement. En dressant les listes des projets d'investissement réalisables, il est nécessaire que les Etats africains fassent le bilan des stratégies de développement qu'ils ont adoptées jusqu'à présent, afin de promouvoir les projets qui attirent rapidement les investissements étrangers directs, tout en maintenant l'économies sur une trajectoire pertinente. L'industrie extractive et l'agriculture sont les principaux secteurs qui attirent les investissements étrangers directs. De ce fait, la meilleure démarche consisterait à prendre des mesures susceptibles d'en accroître le volume actuel et d'en attirer de nouveaux dans des secteurs comme l'agro-industrie, les industries du papier et du bois, les industries métallurgiques et chimiques, c'est-à-dire de renforcer les industries de transformation de ressources locales;

- g) Promotion des fonds de contrepartie. Les sécheresses fréquentes et les problèmes d'approvisionnement en bien de consommation intermédiaire résultant de la pénurie de devises ont conduit à la transformation de l'aide étrangère en aide en nature. Les fonds de contrepartie générés par la vente de cette aide en nature dans le pays bénéficiaire demeurent parfois inutilisés durant de longues périodes dans les banques centrales ou les institutions financières qui en ont la charge. Ces fonds pourraient être utilisés pour soutenir les activités du secteur privé en général (et donc accroître les possibilités de création d'entreprises en partenariat avec les investisseurs étrangers) ou les programmes d'extension des sociétés transnationales originaires du pays donateur, au cas où il existerait des restrictions sur les emprunts locaux pour ses sociétés;
- h) Egalité de traitement des entreprises locales et étrangères en matière d'avantages fiscaux. Même s'il n'est pas aussi important que l'amélioration de l'infrastructure, le recours aux avantages fiscaux est nécessaire. Toutefois, il faudrait concevoir ces derniers de manière telle qu'ils constituent de réels avantages et non des cadeaux inutiles. La possibilité de déduire les pertes de change des impôts serait un avantage appréciable. De telles pertes rendent les emprunts à l'étranger très coûteux et de nombreuses entreprises sont menacées en raison de la dévaluation des monnaies locales et de la surévaluation des monnaies étrangères dans lesquelles les prêts ont été libellés. A l'heure de la fluctuation monétaire et de la dévaluation des monnaies africaines, il devient nécessaires d'atténuer ces pertes pour soutenir l'ajustement structurel de l'économie.

### 3. Recommandations concernant la coopération Sud-Sud

5. On peut dire en gros que l'avenir de la coopération industrielle Sud-Sud est gravement menacée par la situation aussi bien de l'offre que de la demande. L'établissement de solides liens économiques régionaux est, dans une large mesure, remis en cause par la dépendance des économies du Sud vis-à-vis de l'économie mondiale. Cela étant, la détérioration de la situation économique, la pauvreté croissante et le poids de la dette dans les pays du Sud exigent que des mesures urgentes soient prises pour accélérer l'industrialisation Sud-Sud, en mettant l'accent sur la mobilisation des ressources. Dans cette optique, les activités énumérées ci-après pourraient être menées:

- a) Restructuration du modèle post-colonial de coopération industrielle dans lequel les investissements sont,

dans une large mesure, réalisés par des sociétés transnationales ou des investisseurs étrangers. A ce modèle pourrait se substituer la création de sociétés multinationales du Sud, l'épargne étant maintenue dans les pays des associés, avec toutes les chances d'assurer la viabilité des entreprises en question;

- b) Création de coentreprises Sud-Sud à travers lesquelles seront réalisés le transfert de technologie et l'adaptation industrielle. Ceci doit aller de pair avec le renforcement de la coopération scientifique et technique Sud-Sud;
- c) Raffermissement de la position de l'Afrique grâce à la promotion du commerce intra-africain. Ceci doit être précédé de la promotion du développement industriel endogène et de la réduction de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Recommandations relatives aux politiques et pratiques de  
financement des transports et communications en Afrique:

1. Les recommandations faites dans le cadre du présent rapport touchent aux différents domaines conditionnant une mobilisation efficace des ressources financières pour le développement économique et social en Afrique, en particulier dans les secteurs des transports et communications: taux de croissance de l'économie africaine, perspectives des recettes publiques, dette intérieure, dette extérieure, part dans les ressources publiques totales des ressources provenant des transports et communications, amélioration de la gestion des transports et communications en Afrique à travers notamment un accroissement des initiatives commerciales que celles-ci proviennent ou non des intérêts privés ....etc.

Recommandation n°1: relative aux taux de croissance des  
économies africaines

2. Les pays africains devront oeuvrer à assurer pendant la période de 1996 à l'an 2000 un taux moyen de croissance annuelle d'environ 5% de leurs économies nationales.

Recommandations n°2 à 6:

3. Les pays africains devront s'efforcer à diversifier le plus possible le financement de l'économie nationale en général et des transports et communications en particulier. Dans cette optique ils devront prendre les mesures appropriées lesquelles sont détaillées dans le corps de ce rapport pour:

Recommandation 2: Participation renforcée du secteur privé:

assurer une participation plus accrue du secteur privé à ce financement, y compris le renforcement substantiel de l'auto-financement des entreprises des transports et communications;

Recommandation n°3 relative à la participation du secteur  
financier intérieur:

Assurer une participation croissante du secteur financier intérieur au développement de l'économie africaine en général et de celui des transports et communications africains en particulier;

Recommandation n°4 relative à la fiscalité et aux revenus non fiscaux:

oeuvrer à atteindre entre 1996 et 2000 l'objectif d'un taux d'accroissement annuel:

- de 6,42% en moyenne aux recettes publiques provenant des taxes sur revenus et profits;
- de 5,6% en moyenne aux recettes publiques provenant des contributions à la sécurité sociale;
- de 3,8% en moyenne aux taxes sur les transactions avec l'extérieur;
- de 0,92% en moyenne aux taxes sur les transactions intérieures;
- de 0,82% en moyenne, aux revenus publics non fiscaux;

Recommandation n°5 relative à la dette africaine:

des efforts sensibles devront être développés afin de réduire et de convertir significativement la dette africaine en prises de participation au capital des entreprises privées, en aide pour le développement et en des appuis financiers au développement du commerce extérieur africain;

Recommandation n°6 relative à la participation du secteur informel:

Assurer une participation plus accrue du secteur informel au financement de ces activités, ce par le biais d'une part de l'instauration d'une fiscalité efficace assise sur des revenus objectivement fixés au forfait et recouvrée par une Administration fiscale efficace; et d'autre part du drainage effectif vers le circuit financier de l'épargne provenant de ce secteur.

Recommandation n°7 relative aux mesures favorisant le recouvrement des coûts et la rentabilité financière des entreprises de transport et communications:

4. Au cours de cette deuxième décennie des transports et communications pour l'Afrique, des efforts sensibles doivent être menés par les gouvernements africains pour insuffler (grâce à des contrats plans, contrats de gestion avec les entreprises privées, contrats de sous-traitance, contrat de concession aux investisseurs privés, co-financement, crédit-bail, fonds routiers.....etc) à leurs entreprises publiques du secteur des transports et communications une gestion commerciale et financière transparente et rigoureuse. De sorte à permettre à ces entreprises aussi bien le recouvrement des coûts qu'une rentabilité financière suffisante.

Recommandation n°8 relative aux dépenses de transport et communications:

5. Pendant la période de 1996 à l'an 2000, les gouvernements africains devront s'attacher à assurer un niveau suffisant (chacun selon sa propre vitesse) aux différentes composantes des dépenses de transport et communications en Afrique (investissement, entretien, réhabilitation, développement des ressources humaines et institutionnelles, .....etc).

Recommandation n°9 relative à une allocation suffisante des ressources publiques au profit des transports et communications:

6. Pendant la seconde Décennie des transports et communications pour l'Afrique, les Gouvernements africains devront s'efforcer d'accorder une priorité élevée au développement des transports et communications, en leur allouant annuellement 2 à 4 pour cent des ressources publiques totales (y compris les emprunts). Dans une telle optique, devra être encouragée, soutenue et étendue à tous les sous-secteurs des transports et communications, les expériences réussies de création et de fonctionnement de fonds spéciaux pour le développement des transports et communications.

Recommandation n°10 relative à la mise en place d'un accord de partenariat CEA/bailleurs de fonds au profit de UNTACDAII:

7. Toute réunion de mobilisation de ressources financières à l'appui de la mise en oeuvre réussie du programme UNTACDA II devra être étroitement coordonnée et harmonisée par la CEA avec celles organisées:

- (a) par le PNUD, c'est-à-dire sa Table Ronde sur les questions macro-économiques; et
- (b) par la BIRD, c'est-à-dire ses groupes consultatifs sectoriels.

8. A cet égard la CEA devra oeuvrer à conclure un accord de partenariat approprié avec les parties intéressées, notamment avec le PNUD et la BIRD.

Recommandation n°11 relative à l'établissement d'une banque de données pour les transports et communications en Afrique:

9. Les gouvernements africains et les opérateurs intéressés des transports et communications en Afrique devront conjuguer leurs efforts pour établir dans leurs pays respectifs; une banque de données des transports et communications, y compris ses aspects financiers.